



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Premier ministre

Question au Gouvernement n° 2974

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Georges Sarre, pour le groupe Radical, Citoyen et Vert.

M. Georges Sarre. Monsieur le Premier ministre, en 1997, vous aviez à maintes reprises souligné combien il était pour vous primordial de restaurer la légitimité du politique. Vous aviez exhorté vos ministres à ne pas se laisser déborder par la technocratie afin que la responsabilité politique du Gouvernement et de la majorité parlementaire puisse pleinement s'exercer. (« Bravo ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

Il se trouve que votre directeur de cabinet (« Ah ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) vient de publier, alors qu'il est en fonction, un ouvrage dans lequel il développe ses appréciations sur quatre ans et demi de gouvernement.

M. Jean Ueberschlag. La voix de son maître !

M. Georges Sarre. Or votre directeur de cabinet ne détient aucune légitimité autre que celle que lui confère la confiance que vous avez placée en lui. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) C'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, je vous demande de bien vouloir confirmer la version figurant dans Le Monde, selon laquelle vous auriez donné votre accord, d'une part, pour la parution de ce livre, d'autre part, sur son contenu. (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - M. Jean-Pierre Chevènement et M. Michel Suchod applaudissent également.)

M. Michel Herbillon. Et l'annonce de votre candidature !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Lionel Jospin, Premier ministre. Croyez-le bien, monsieur le député, je reste attaché à la primauté du politique,...

M. François Sauvadet. C'est rassurant !

M. le Premier ministre. ... à condition que celui-ci n'oublie ni les réalités sociales, ni les contraintes économiques (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants), ni le poids des réalités internationales, ni la nécessité de l'engagement européen et qu'il continue, dans le même temps, à faire sa place à la libre expression de chacun. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Ce gouvernement, auquel Jean-Pierre Chevènement a apporté et sa légitimité et son sens du politique, reste, après son départ que j'ai regretté, aussi politique et, jusqu'à ce que les Français en décident autrement, aussi légitime.

M. Jean Ueberschlag. Politicien !

M. le Premier ministre. Pour autant, le livre dont vous avez parlé relève non pas d'une légitimité d'élu, mais simplement du droit absolu de chacun en démocratie de penser, d'écrire et de publier. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Quant au débat d'idées et au débat démocratique, malgré tout le respect que j'ai pour le monde politique auquel

j'appartiens, je crois qu'il n'a jamais été question, dans l'esprit de la démocratie ou même de la République, de laisser les seuls élus se l'approprier. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) L'initiative de ce livre appartient à celui qui l'a écrit, de même que son contenu.

M. Richard Cazenave. Et le droit de réserve des fonctionnaires ?

M. le Premier ministre. Et je pense que les Français seront intéressés de connaître, sur une expérience cruciale de gouvernement et sur la cohabitation, le point de vue libre d'un grand serviteur de l'Etat qui, dans sa mission auprès d'un Premier ministre et d'un gouvernement, agit à la fois comme un administratif et comme un politique. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste et sur quelques bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : [M. Georges Sarre](#)

Circonscription : Paris (6^e circonscription) - Radical, Citoyen et Vert

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2974

Rubrique : Etat

Ministère interrogé : Premier Ministre

Ministère attributaire : Premier Ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 17 octobre 2001, page 5958

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 17 octobre 2001